



PLAIDOYER POUR LES ELECTIONS REGIONALES



25/05/2021

L'Économie Sociale et Solidaire, une force pour notre région, un levier pour les territoires

La CHAMBRE REGIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DU GRAND EST - CRESS Grand Est -

Elle représente au niveau régional un ensemble d'entreprises conciliant performance économique et utilité sociale.

Regroupées au sein de la CRESS, ces actrices économiques œuvrent à la construction d'une économie plus solidaire, plus démocratique, plus respectueuse de l'environnement, au service des femmes et des hommes et au service d'un développement harmonieux des territoires.

Dans son article 6, la loi du 31 juillet 2014, relative à l'économie sociale et solidaire, donne la légitimité à la CRESS d'être - au même titre que les trois chambres consulaires - des interlocutrices incontournables de la puissance publique en faisant d'elles des partenaires pour coconstruire des politiques publiques et des projets de développement des territoires.

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est une composante de plein droit de notre économie aux côtés de l'économie publique et de l'économie privée à but lucratif. Nous, acteur.rice.s de l'ESS, nous défendons cette approche plurielle du système productif au niveau local comme au niveau national.

L'ESS développe un modèle d'organisation qui correspond [aux aspirations et attentes des citoyen.ne.s](#).

Actrice collectif de production de biens et de services, elle joue un rôle économique mais aussi social et politique. Les organisations qui la composent sont vecteurs [de socialisation, de citoyenneté, de démocratie et de cohésion sociale](#).

Face à la crise protéiforme¹ sans précédent que nous traversons, elle a démontré ses capacités à innover pour répondre aux besoins urgents en s'employant à développer des dynamiques de territoires.

La CRESS Grand Est regroupe des têtes de réseau de l'ESS, des acteur.rice.s associatifs, coopératifs, mutualistes, des fondations, des entreprises commerciales à but d'utilité sociale² agissant dans le Grand Est.



CRESS Grand Est

14 avenue Hoche - Reims
8 rue Adèle Riton - Strasbourg
Maison des Sports - Tomblaine

www.cress-grandest.org

¹ Crise sanitaire, crise du système économique fondé sur la croissance, crise des inégalités sociales, crises écologiques, crise de la démocratie.

² A savoir des entreprises qui respectent les principes éthiques forts que sont : un but poursuivi autre que le simple partage des bénéfices, une gouvernance démocratique, une gestion responsable)

Son rôle dans la crise

Les élections régionales et départementales de 2021 - comme d'ailleurs à terme les élections présidentielles - s'inscrivent dans un contexte d'une crise globale multiforme : crise sanitaire aux conséquences sociales, crise financière, économique, culturelle, écologique et démocratique. Ces crises interconnectées conduisent les acteurs de l'ESS à être force de propositions dans trois directions :

- ✓ **Prendre des initiatives citoyennes et apporter des réponses d'urgence pour sauver des entreprises et des emplois ;**
- ✓ **Soutenir des projets, des expérimentations pour construire un nouveau modèle de développement social ;**
- ✓ **Inciter les différentes familles de l'ESS à s'investir dans des démarches prospectives pour construire la société de demain.**

En région Grand Est, l'ESS c'est :


6^{ème} région française
en termes d'emplois ESS dans l'emploi total : 11,3 %


196 309
salarié.e.s


15 374
établissements


81%
sont des associations


5,2
milliards d'euros
de masse salariale brute


Plus d'1 million
de bénévoles


68 %
des emplois occupés par des femmes


46 %
des emplois dans l'action sociale - 1^{er} employeur


11,1% des emplois dans la finance et les assurances

L'ESS est présente dans tous les secteurs d'activité



culture



santé



industrie



sport



tourisme



formation - insertion

Son lien intrinsèque avec les territoires

L'ESS, par les ressources qu'elle mobilise, les besoins auxquels elle répond et son inscription dans un réseau d'acteurs constitue un pan à part entière de l'économie des territoires. Elle participe ainsi à leur développement et à leur cohésion, avec tout ce qui fait sa singularité.

A cet égard et sur la base de ce qu'elles ont engagé depuis plus d'un an à ces trois niveaux, les entreprises de l'ESS témoignent de leur réactivité et de leurs capacités à inventer des solutions aux problèmes qui se posent (par exemple, maintien du lien social au fil des confinements). La gravité de la situation sur les territoires est telle qu'aucune entreprise de l'ESS ne peut se contenter de défendre ses acquis et ses prés-carrés : dans le dialogue et la concertation avec les collectivités territoriales et les autres acteurs socio-économiques (publics et privés à but lucratif) de chaque territoire, les défis à relever appellent des coopérations et des mutualisations de tous ordres.

Les familles de l'ESS plaident pour que les pouvoirs publics (collectivités territoriales service de l'Etat) reconnaissent leur capacité à produire de la ressource en matière de diagnostic et d'ingénierie. Elles revendiquent leur reconnaissance à participer à la construction de politiques publiques croisées et cohérentes, du local au régional.

L'ESS face à des défis à relever collectivement

La CRESS Grand Est est contrainte d'ajuster ses stratégies et actions : avec ses partenaires, elle poursuivra une réflexion prospective sur ce que pourrait être demain et sur les « transitions » à réussir, sans cesser de gérer les urgences du présent.

C'est ainsi que l'Economie Sociale et Solidaire contribue à la création d'emplois durables non délocalisables et à un développement inclusif.

Par ses innovations, elle est souvent pionnière dans :

- ✓ **Les initiatives d'accompagnements sociaux de nos concitoyen.ne.s,**
- ✓ **Les filières de recyclage, l'économie circulaire,**
- ✓ **Les modes de production et de distribution d'une offre agricole, les circuits courts,**
- ✓ **Les questions de transition énergétique, répondant à des enjeux sociaux et environnementaux.**

Présente dans nombre de secteurs qui sont confrontés aujourd'hui à des problèmes complexes, l'ESS déploie ses activités dans une approche décloisonnée et transversale.

Nous, acteur.rice.s de l'ESS, réuni.e.s au sein de la CRESS Grand Est, interpellons aujourd'hui les candidat.e.s aux élections régionales pour que les organisations de l'ESS soient reconnues non pas seulement pour la création de valeur ajoutée économique (production de biens et services) mais aussi la création de valeur ajoutée sociétale (lien social, cohésion sociale, solidarité, inclusion, éducation à la citoyenneté...).

Ainsi, nous demandons que l'ensemble des politiques publiques territoriales - quel que soit leur domaine - renforce son soutien aux organisations de l'Economie Sociale et Solidaire au regard de cette double contribution à la création de richesses sur un territoire où il fait bon vivre et ce, dans le respect de la déclaration commune des réseaux de collectivités locales en faveur de l'ESS établie en 2013¹.

¹ 12 collectivités territoriales de la région adhèrent au « Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire » (RTES).



Contacts : CRESS Grand Est

Emmanuelle Beyer - Présidente - presidence@cress-grandest.org

Frédéric Girard - Directeur Adjoint - f.girard@cress-grandest.org

Tiffany Edeinger - Assistante de Direction - t.edeinger@cress-grandest.org

Siège administratif : 14 avenue Hoche - 51100 Reims - 03 26 07 96 43

NOS PROPOSITIONS

1 **Nommer un.e Vice-Président.e délégué.e à l'ESS** et à la mise en place d'une stratégie régionale de l'ESS basée sur une convention de partenariat avec la CRESS Grand Est et ses têtes de réseau associatives, coopératives, et mutualistes.

2 **Nommer un.e Vice-Président.e délégué.e à la mise en place d'une stratégie régionale de la vie associative et de l'éducation populaire** basée sur une convention pluriannuelle de partenariat avec d'une part l'Union des Mouvements associatifs Grand Est et d'autre part leurs têtes de réseau représentatives.

3 **Intégrer l'ESS, en concertation avec la CRESS Grand Est, dans tous les Schémas Régionaux** : SPASER (Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables), SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation), SRADDET (Schéma d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires), SRDT (Schéma Régional de Développement du Tourisme), SRESRI (Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation), SRS (Schéma Régional de Santé), SPRO (Service Public Régional de l'Orientation), CPRDFOP (Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation), en prenant en compte les besoins d'ingénierie, de promotion, de développement et en facilitant le droit à l'expérimentation.

4 **Encourager la création, la reprise ou la transmission d'entreprises sous forme coopérative et associative et soutenir des projets collectifs de développement territorial** : Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE) Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC)...

5 **Reconnaitre l'engagement bénévole à travers le maintien et le développement du Fonds Régional de la formation des bénévoles.**

NOS PROPOSITIONS

Poursuivre et amplifier l'accompagnement à la création de l'emploi associatif.

6

7 Soutenir la création de tiers-lieux ressources pour l'ESS : (ex : Maisons de l'ESS) en appui des Pôles d'Animation Territoriale de l'Economie Sociale et Solidaire (PATESS), intégrant des incubateurs offrant les moyens d'actions pour l'accompagnement de projets.

Soutenir les entreprises de l'ESS et renforcer notamment le soutien aux associations pendant et en sortie de crise.

8

9 Soutenir l'accès des structures de l'ESS aux différents programmes des fonds européens par un accompagnement à l'ingénierie, par la simplification des dossiers et la réduction des délais de paiement.

Faire participer les acteur.rice.s de l'ESS à la co-construction de toutes les politiques publiques ce qui implique de reconnaître leur capacité à être des partenaires de l'action publique et des politiques publiques et non de simples, prestataires de services.

10

11 Prendre en compte dans l'élaboration et l'évaluation de toutes les politiques publiques l'impact social et environnemental.

Faire signer la charte d'engagement réciproque par toute collectivité territoriale qui contractualise avec une association.

12

13 Privilégier la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) plutôt que le recours aux appels d'offre, aux appels à projet et appels à manifestation d'intérêt.

NOS PROPOSITIONS

14 **Inscrire la formation à l'Economie Sociale et Solidaire** dans tous les cursus de formation initiale et continue et dans les formations des élu.e.s et des technicien.ne.s des collectivités ; établir des partenariats avec le CNFPT, les IRA et les rectorats.

Faire de la commande publique un levier pour le développement d'achats écologiquement et socialement responsables, en formant les élu.e.s et agent.e.s des collectivités aux clauses environnementales et sociales ainsi qu'à la notion de marché réservé aux entreprises de l'ESS.

15

16 **Faire des acteur.rice.s de l'ESS les accélérateurs de la transition écologique** en soutenant les actions et initiatives de l'ESS en faveur d'une mobilité douce, des énergies renouvelables, d'une agriculture et d'une alimentation durables, de saison et de proximité, de l'économie circulaire, du recyclage, des circuits courts...

Encourager la création d'emplois durables non délocalisables en soutenant les groupements d'employeurs, les coopératives d'activités et d'emploi et en généralisant le dispositif d'expérimentation «Territoires zéro chômeur» qui a fait ses preuves.

17

18 **Assurer le financement pérenne - et à la mesure des besoins croissants des acteur.rice.s - des Dispositifs Locaux d'Accompagnement** (DLA et DLAR) des structures employeuses de l'ESS, dispositifs qui ont fait leurs preuves.



Ressources complémentaires en ligne

[Rapport d'activité CRESS Grand Est 2019](#)

[Fiches régionales du KIT Régionales du RTES](#)

[L'Observatoire régionale de l'ESS - les chiffres clés et la note de conjoncture «L'emploi dans l'ESS en région Grand Est - décembre 2020»](#)

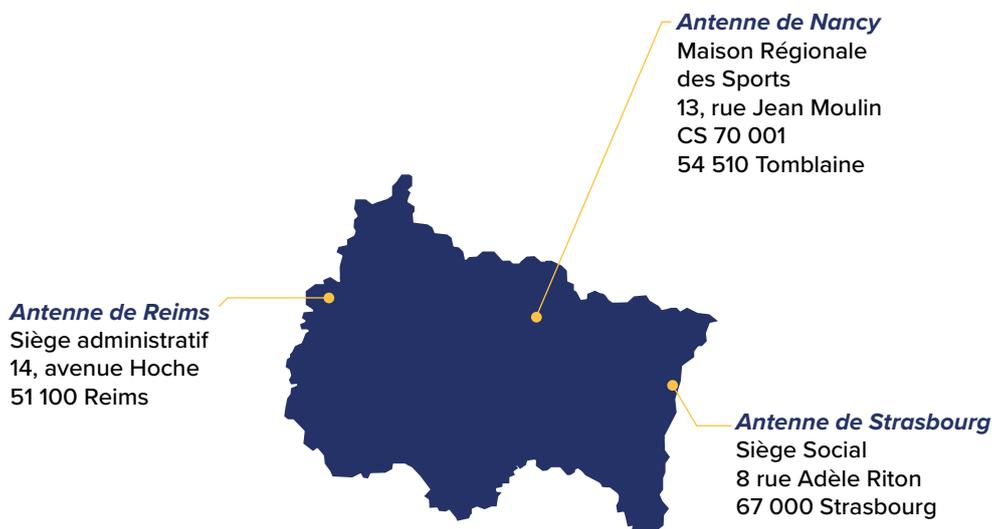
En affichant une priorité résolue à l'Économie Sociale et Solidaire, vous, futur.e.s élu.e.s de la République, choisirez un modèle d'entreprendre qui renoue avec les citoyen.nes et leur pouvoir de vivre et d'agir.

Vous pouvez considérer la Chambre Régionale de l'ESS comme un partenaire contribuant activement au déploiement de l'ESS sur les territoires.

A l'heure où il faut repenser nos modes de vie, en pleine crise sociale et démocratique, nous demandons un engagement des futur.e.s élu.e.s en faveur de l'ESS et son intégration de l'ESS dans les programmes des candidat.e.s.

L'ESS contribue à la construction d'une sortie des crises auxquelles est confronté notre pays. Les principes qui régissent ces entreprises (à savoir sociétés de personnes ancrées sur les territoires, entrepreneuriat collectif, gouvernance démocratique, réinvestissement des résultats, primauté de l'individu sur le capital, primauté du service rendu sur la marchandise) en font une actrice privilégiée du développement local, d'une économie au service des femmes et des hommes sur les territoires, une économie respectueuse de l'environnement et des valeurs de la République : **Liberté, Égalité, Solidarité.**

Plus que jamais, l'Économie Sociale et Solidaire est présente dans le débat politique !



CHAMBRE RÉGIONALE
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET SOLIDAIRE GRAND EST

www.cress-grandest.org

 @cressGE

 cress_grandest

 cress-grand-est



coopératives



mutuelles



associations

entreprises sociales



syndicat employeur



spécificités régionales